

“Urgence climatique” : même Polytechnique s’y met !

écrit par François des Groux | 22 janvier 2020



Image de synthèse d'un paquebot à voile du projet Silenseas, porté par les Chantiers de l'Atlantique. — Chantiers de l'Atlantique

Mais quel système, du capitalisme-libéralisme ou de l'écologisme, serait vraisemblablement à même de ralentir ou d'atténuer le réchauffement climatique ?

Sur cette question, on aurait pu croire les étudiants de Polytechnique (sous statut militaire) plus réfléchis par rapport à l'effet Greta et sa courbe médiatique exponentielle...

Et bien non, à l'X aussi, il y a “urgence climatique”. Au point de vouloir bouter l'entreprise Total et sa recherche-développement hors du campus.

Il ne manquerait plus que des ateliers en non-mixité et un *hidjab day* à Saclay pour faire de Polytechnique une annexe de Sciences-Po...

Pourquoi l'implantation de Total sur le campus de Polytechnique fait polémique

L'arrivée du groupe pétrolier Total sur le campus de Polytechnique, au cœur du plateau de Saclay (Essonne), ne passe pas.

Une partie des élèves manifeste son inquiétude face à ce projet, qui contient deux volets : la construction d'un bâtiment qui accueillera la direction Recherche et innovation de Total et le financement d'une chaire de recherche intitulée "Défis technologiques pour une énergie responsable".

Un site baptisé [Polytechnique n'est pas à vendre](#) a été créé, où l'on peut lire un résumé des arguments opposés [...] Trois principaux sujets d'inquiétude ressortent.

L'implantation de Total menacerait la mission de l'établissement de former des ingénieurs au service de l'intérêt général – même si 12% seulement des diplômés de l'X rejoignent aujourd'hui les grands corps de l'État.

L'emplacement du futur bâtiment, près du restaurant universitaire et de logements étudiants, conférerait au groupe pétrolier "un grand pouvoir d'influence sur les étudiants.

Enfin, la réputation de Total, groupe pétrolier à la stratégie climat pas toujours claire, jette le discrédit sur ses intentions dans ce partenariat – qui prévoit que la multinationale française travaille sur le renouvelable – et

pourrait entacher la réputation de Polytechnique.

<https://www.usinenouvelle.com/editorial/pourquoi-l-implantation-de-total-sur-le-campus-de-polytechnique-fait-polemique.N919664>

Pour certains, la manœuvre de lobbying auprès d'une école publique qui forme au moins une quarantaine de haut fonctionnaires par an est un peu grosse.

D'autant plus que c'est Total et que ses projections d'exploitation de pétrole et de gaz ne permettent pas de rester dans un monde à moins de 2°C d'ici la fin du siècle, comme le réclame l'Accord de Paris, conclu à la COP21. En plus, les dernières déclarations du PDG du groupe, Patrick Pouyanné, la semaine dernière, sur le fait que le débat sur le climat serait "*trop manichéen*" et que ses actionnaires s'assurent avant tout de "*la durabilité des dividendes*" n'a pas contribué à les rassurer.

Un gage de modernité, selon la direction de l'école

Il y a bien sûr une question de financement de l'enseignement, pour la direction de l'école qui assure qu'il y aura une charte de bonnes pratiques. Ensuite, les étudiants sont assez brillants pour ne pas se laisser influencer. Enfin, dernier argument, le signe d'ouverture et de modernité de l'école qui accueille un acteur privé comme cela se passe dans les universités américaines.

Mais les élèves n'ont visiblement pas la même définition de la modernité que leur direction.

L'an dernier plus de 30 000 étudiants d'universités mais aussi de grandes écoles ont signé un manifeste pour un réveil écologique.

Ils déplorait le manque de formation sur le climat dans leurs cursus. Ils voulaient également dire qu'ils n'iraient pas forcément travailler pour les entreprises qui les paieraient le mieux mais aussi pour celles qui prennent en compte l'urgence climatique.

Parmi eux, des étudiants des Mines, de l'ENA mais aussi plusieurs centaines de Polytechniques.

https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-billet-vert/le-billet-vert-l-implantation-de-total-sur-le-campus-de-polytechnique-contestee-au-nom-de-l-environnement_3774299.html

.

Une vidéo produite par les 5e du collège Greta Thunberg d'Orsay ? Non, par les étudiants de Paris-Saclay.

.

A rebours de la collapsologie millénariste, voici un exemple de projet intéressant et positif en matière d'écologie, d'emplois et de technologie :

.



Essai du système d'un paquebot à voile du projet Atlantique, porté par les Chantiers de l'Atlantique — Chantiers de l'Atlantique

Paquebots à gaz et à voile... Les Chantiers de l'Atlantique passent (enfin) à l'heure des navires plus propres

Le contrat record (jusqu'à six milliards d'euros potentiels) annoncé lundi avec l'armateur italien MSC va définitivement engager les Chantiers de l'Atlantique dans une nouvelle ère : celle des paquebots plus respectueux de l'environnement.

Une réponse directe et inévitable aux critiques de plus en plus nombreuses formulées contre les navires de croisière, mastodontes polluants et peu économes en énergie.

Concrètement, les chantiers navals de Saint-Nazaire se voient confier la commande de deux gros paquebots de 6.700 passagers (livraison 2025-2027) propulsés au gaz naturel liquéfié (GNL), similaires au *MSC Europa* déjà en cours de

construction et qui sera en 2022 le premier en France ayant recours à ce carburant plus vertueux.

Le GNL a comme avantage de ne quasiment pas émettre de dioxyde de soufre, de réduire jusqu'à 25 % les émissions de CO2 et de plus de 95 % les particules fines. « Il s'agit d'un élan nouveau pour que l'impact environnemental de la croisière s'améliore et aille au-delà des réglementations actuelles », justifie Erminio Eschena, directeur des affaires institutionnelles du groupe MSC.

« Totalelement révolutionnaire »

Mais le partenariat passé entre les Chantiers et MSC va plus loin.

Quatre autres navires, fonctionnant aussi au GNL et améliorés par « des technologies environnementales émergentes », sont commandés pour une livraison en 2028-2030. Et, surtout, au moins deux autres paquebots équipés de voile sont également à construire.

Leur propulsion pourrait être renforcée par une pile à combustible, autre procédé peu émetteur de gaz à effet de serre...

L'organisation maritime internationale (OMI) a fixé comme objectif aux constructeurs une réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 50 % avant 2050.

Suite de l'article [ici](#).